

کد کنترل

326

C



326C

نام:

نام خانوادگی:

محل امضا:

«اگر دانشگاه اصلاح شود مملکت اصلاح می‌شود.»
امام خمینی (ره)



جمهوری اسلامی ایران
وزارت علوم، تحقیقات و فناوری
سازمان سنجش آموزش کشور

صبح جمعه
۹۶/۲/۱۸

آزمون ورودی دوره‌های کارشناسی ارشد ناپوسته داخل - سال ۱۳۹۶

زبان فرانسه
مجموعه حقوق - کد ۱۱۲۶

عنوان مواد امتحانی، تعداد و شماره سؤالات

ردیف	مواد امتحانی	تعداد سؤال	از شماره	تا شماره
۱	متون حقوق به زبان فرانسه	۳۰	۱	۳۰

این آزمون نمره منفی دارد.
استفاده از کتاب قانون مجاز نیست.

حق چاپ، تکثیر و انتشار سؤالات به هر روش (الکترونیکی و ...) پس از برگزاری آزمون، برای تمامی اشخاص حقیقی و حقوقی تنها با مجوز این سازمان مجاز می‌باشد و با متخلفین برابر مقررات رفتار می‌شود.

www.isijournal.net

III – Complétez le texte suivant à l'aide des réponses proposées (7-12).

La procédure (0) civile est l'ensemble des règles à suivre lorsqu'une personne fait appel au système de justice pour régler (7) ou une situation qui n'est pas de nature criminelle ou pénale. Ces règles prévoient, entre autres, les différentes étapes judiciaires à (8), les pouvoirs du juge et les différents moyens pouvant être utilisés pour régler un conflit, y compris (9) et la médiation. Ces règles sont extrêmement importantes du fait qu'elles sont l'un des principaux (10) de travail de nombreux avocats, notaires, juges, greffiers, huissiers et autres professionnels qui (11) dans le règlement des conflits. Elles sont réunies, pour la plupart, dans une loi qu'on appelle officiellement (12) de procédure civile.

0. 1. *La procédure* 2. Le procès 3. L'action 4. L'instance

- | | | |
|-----|----------------------------------|----------------------------------|
| 7- | 1) un débat
3) une entente | 2) un accord
4) un conflit |
| 8- | 1) remplir
3) estimer | 2) respecter
4) se conformer |
| 9- | 1) le change
3) l'évaluation | 2) la décision
4) l'arbitrage |
| 10- | 1) outils
3) engins | 2) accessoires
4) instruments |
| 11- | 1) se mêlent
3) interviennent | 2) défendent
4) s'ingèrent |
| 12- | 1) l'acte
3) l'arrêté | 2) le code
4) le décret |

IV – Lisez le texte suivant et répondez aux questions 13 à 18.

S'appuyant sur divers traités et textes internationaux, dont la Convention relative aux droits de l'enfant, de nombreuses associations se mobilisent tous les jours dans le monde pour que diminue le nombre d'enfants enrôlés dans des groupes armés. C'est le cas de la «Coalition pour interdire l'utilisation d'enfants-soldats», association mondiale créée en 1998 et animée par le HRW (Human Right Watch). C'est le cas également de nombreuses ONG qui, dans des dizaines de pays, viennent en aide aux enfants-soldats, assurant leur protection et leur garantissant, quand c'est possible, un suivi médical et une scolarisation. Ainsi, le gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) s'est engagé, en mai 2002, à démobiliser des milliers d'enfants servant dans son armée. En juillet 2001, des équipes issues de diverses associations ont donc pu organiser des tournées dans les casernes de ce pays pour répertorier le nombre des enfants-soldats et préparer leur réintégration dans la société. Jusqu'en 2002, les traités internationaux sur les droits des enfants stipulaient qu'un mineur de moins de 15 ans ne pouvait être

enrôlé dans un groupe armé étatique. Certains pays occidentaux mobilisent toujours dans leurs armées, et en toute légalité, des jeunes volontaires de moins de 18 ans. Certains d'entre eux sont morts dans des guerres récentes. Mais de nombreuses voix se sont élevées depuis 10 ans pour ramener l'âge minimum de cet enrôlement à 18 ans. En mai 2000, un «Protocole facultatif» à la Convention relative aux droits de l'enfant a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce texte invite les États à prendre «toutes les mesures possibles dans la pratique pour veiller à ce que les membres de leurs forces armées qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans ne participent pas directement aux hostilités» (Art.1). Fin 2001, 87 pays avaient signé ce protocole et 10 l'avaient ratifié, ratification qui a permis à ce texte d'entrer en vigueur le 12 février 2002.

- 13- Ce document a pour but
- 1) de donner un compte rendu des activités de la «Coalition pour interdire l'utilisation d'enfants-soldats»
 - 2) d'informer sur les actions pour les droits de l'enfant
 - 3) de faire signer un texte pour les droits de l'enfant
 - 4) de dénoncer les horreurs de la guerre
- 14- La mission de juillet 2001 au Congo avait pour objectif
- 1) de démobiliser des milliers d'enfants servant dans l'armée congolais
 - 2) d'organiser l'intégration des enfants dans l'armée
 - 3) d'identifier et de compter les enfants-soldats
 - 4) d'équiper les casernes de ce pays
- 15- Selon le texte, jusqu'en 2002, dans certains pays occidentaux, l'enrôlement des moins de 18 ans était
- 1) possible
 - 2) obligatoire
 - 3) interdit
 - 4) pénalisé
- 16- Le «Protocole facultatif» propose
- 1) d'interdire l'enrôlement avant 18 ans
 - 2) d'interdire la participation aux combats avant 18 ans
 - 3) de diminuer le nombre d'enfants enrôlés dans des groupes armées
 - 4) de mettre en pratique les mesures ratifiées par l'Assemblée générale des Nations Unies
- 17- Quel mot est le plus proche du mot «enrôlé» employé dans le texte?
- 1) Asservi
 - 2) Encouragé
 - 3) Dédommagé
 - 4) Engagé
- 18- Le 12 février 2002, le texte du protocole a été
- 1) ratifié
 - 2) voté
 - 3) mis en pratique
 - 4) rejeté

V – Lisez le texte suivant et répondez aux questions 19 à 24.

Un problème pénal est international chaque fois qu'une infraction présente un élément par lequel l'infraction est en contact avec un ordre juridique étranger: infractions transfrontières. C'est le cas notamment quand l'auteur de l'infraction ou la victime a une nationalité étrangère. Ces infractions sont de plus en plus nombreuses du fait de l'essor des échanges commerciaux entre les États et aussi du fait du développement des nouvelles techniques informatiques et de communication. Mais également du fait du

développement de trafic international d'enfant, de stupéfiant, le développement du terrorisme, des délits financiers...

Pourtant, un problème pénal peut aussi apparaître au plan international lorsqu'une infraction ne présente des contacts qu'avec un seul État. C'est le cas chaque fois qu'un État est lié par une norme supranationale qui prime son droit pénal interne. Derrière cela se trouve le principe de primauté du droit international sur le droit national. Exemples:

•Lorsque la France est liée par une Convention internationale (Convention de 2000 sur la criminalité transnationale organisée...) qui prime sur le code pénal.

•Lorsque des normes internationales notamment édictées par la Communauté européenne, autorisent l'accomplissement d'un acte qu'un droit interne sanctionne pénalement. Ces normes internationales vont avoir pour effet de neutraliser les infractions prévues par le droit interne alors même qu'elles sont dépourvues de tout élément d'extranéité.

19- Le texte parle

- 1) des contradictions entre les codes pénaux nationaux et internationaux
- 2) de l'augmentation des infractions pendant la dernière décennie
- 3) des impacts de la Communauté européenne sur la France
- 4) des cas du droit pénal international

20- Les trois derniers paragraphes du texte expliquent le fait que

- 1) les normes internationales peuvent primer sur les normes internes
- 2) la communauté européenne autorise l'accomplissement des sanctions pénales
- 3) la France sort de la convention internationale de 2000 portant sur le code pénal transnational
- 4) les normes internationales neutralisent les infractions qui sont dépourvues de tout élément d'extranéité

21- Quel mot pourrait remplacer le terme «extranéité» souligné dans le texte?

- 1) infracteur
- 2) extrémiste
- 3) étranger
- 4) pénal

22- Lequel des facteurs suivants n'est pas mentionné comme cause de l'augmentation des infractions internationales?

- 1) Le développement des investissements financiers
- 2) Le développement des nouvelles techniques informatiques
- 3) Le développement des nouvelles techniques de communication
- 4) Le développement des interactions commerciales internationales

23- Laquelle des phrases ci-dessous résume mieux ce texte?

- 1) Les normes internationales notamment édictées par la Communauté européenne, préconisent l'accomplissement d'un acte qu'un droit interne sanctionne pénalement.
- 2) Un problème pénal est d'ordre interne lorsqu'une infraction ne présente des contacts qu'avec un seul État.
- 3) Les infractions sont de plus en plus nombreuses du fait du développement de différentes relations entre les États.
- 4) Le droit pénal peut être international soit par son objet, quand on a un élément d'extranéité, soit par sa source, lorsqu'il existe une norme supranationale.

- 24- Le mot «primauté» souligné dans le deuxième paragraphe est synonyme de
- | | |
|----------------|----------------|
| 1) primordiale | 2) prééminence |
| 3) importance | 4) infériorité |

VI – Lisez le texte suivant et répondez aux questions 25 à 30.

Le Comité international de la Croix-Rouge a la mission exclusivement humanitaire de protéger les victimes des conflits armés et d'autres violences, notamment les blessés de guerre, les prisonniers, les civils, les sans-abri et d'autres non-combattants, et de leur porter assistance, sans distinction d'appartenance politique, ethnique, religieuse ou sociale. Pour ce faire, il doit être reconnu par toutes les parties au conflit dans les zones où il travaille. Le CICR est financé par des contributions volontaires des États parties aux Conventions de Genève (gouvernements), des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, d'organisations supranationales, ainsi que de différentes sources, publiques et privées. Chaque année, le CICR lance des appels pour couvrir les coûts prévus pour les activités menées sur le terrain et au siège. Pour mener ses activités en 2008, le CICR a lancé un appel dont le montant dépasse un milliard de francs suisses. Il s'emploie aussi en coopération avec des gouvernements, des bailleurs de fonds et d'autres organismes d'assistance à aider des personnes vulnérables à travers le monde entier. Ainsi, contrairement à de nombreuses ONG et même à des agences humanitaires rattachées aux Nations Unies, le CICR dispose de réserves qui lui permettent d'engager rapidement une action dès que les besoins humanitaires sont constatés.

- 25- Quel est le thème principal de ce passage?
- 1) L'histoire de la formation du CICR
 - 2) Le financement du CICR pour ses activités
 - 3) Les zones vulnérables à travers le monde entier
 - 4) Les principaux articles de la Conventions de Genève
- 26- Lequel des propos suivants est vrai au sujet du CICR?
- 1) Il essaie de mettre fin à des conflits armés
 - 2) Il emploie l'aide des bailleurs de fonds pour aider les gouvernements
 - 3) Il est appuyé par des aides bénévoles des états et des organisations
 - 4) En 2008, il a dépensé un milliard de francs suisses pour mener ses activités
- 27- Que veut dire le mot «siège» souligné dans le texte?
- 1) Centre
 - 2) Front
 - 3) Conflit
 - 4) Boycottage
- 28- L'abréviation ONG cité dans le texte, se réfère aux
- 1) Organisations des Nations et des Gouvernements
 - 2) Organisations Non Gouvernementales
 - 3) Opérations Nationales et Globales
 - 4) Opérations Non Gérées
- 29- Laquelle des activités ci-dessous ne fait pas partie de la mission du CICR?
- 1) Porter assistance aux blessés de guerre
 - 2) Secourir les civils lors des conflits armés
 - 3) Fournir des aides aux personnes sans domiciles fixes
 - 4) Couvrir les coûts des agences humanitaires rattachées aux Nations Unies

30- Selon le texte, pour accomplir sa mission lors d'un conflit, le CICR doit

- 1) être reconnu par toutes les parties impliquées dans le conflit
- 2) lancer un appel pour les contributions volontaires
- 3) coopérer avec les autres agences humanitaires
- 4) avoir l'autorisation des Nations Unies